



BURKINA FASO  
*Unité - Progrès - Justice*

*Mission Permanente  
auprès des Nations Unies*

MIPER / BF N°

**SOIXANTE-ET-UNIEME SESSION  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DES NATIONS UNIES**

-----  
-----

**REUNION DE HAUT NIVEAU SUR L'EXAMEN A MI-  
PARCOURS DU PROGRAMME D'ACTION EN FAVEUR DES  
PAYS LES MOINS AVANCES POUR LA DECENNIE  
2001- 2010**

**DISCOURS PRONONCE**

Par :

**Monsieur Seydou Bouda, Ministre de l'Economie et du  
Developpement**

*New York, le 18 Septembre 2006*

*(Vérifier au prononcé)*

Enfin, je note avec satisfaction que la stratégie pour la poursuite de la mise en oeuvre du Programme d'action de Bruxelles, adoptée en juin 2006 à Cotonou, mentionne les progrès réalisés, identifie les défis qui restent à relever, et fait des recommandations utiles pour un meilleur partenariat entre les PMA et nos partenaires au développement. Les efforts d'annulation de dette doivent se poursuivre et s'élargir à tous les PMA. Les promesses d'ouverture des marchés aux produits venant des PMA doivent se traduire par des mesures concrètes et incitatives. Les investissements étrangers directs doivent s'intensifier et s'orienter vers l'accroissement des capacités de production des PMA, toute chose indispensable pour une croissance forte et créatrice d'emplois décents.

Nous osons espérer que les différentes parties prenantes feront de la stratégie de Cotonou une source d'inspiration nouvelle pour améliorer et renforcer les actions en faveur des PMA.

**Madame la Présidente,**

L'espoir est permis. Seul le respect intégral des engagements du Programme d'action peut permettre d'inverser la tendance et donner la chance aux PMA d'échapper au piège de la pauvreté.

**Je vous remercie.**

*Madame la Présidente,*

A l'instar des autres PMA, le Burkina Faso est convaincu de la nécessité d'engagements **plus forts de la** communauté internationale en complément aux efforts intérieurs sans cesse renouvelés.

En effet, malgré un triplement des ressources propres en l'espace de cinq ans, l'atteinte des OMD à l'horizon 2015 reste plus que problématique.

L'approche actuelle des appuis budgétaires qui offrent l'opportunité au Gouvernement de mon pays d'appliquer sa politique convenue avec les différents partenaires techniques et financiers est considérée comme heureuse. Mais le processus d'accélération (scaling up) engagé par le Burkina Faso il y a quelques mois, nous met dans une situation de recherche continue de ressources additionnelles suffisantes pour la réalisation des OMD.

*Madame la Présidente,*

Je ne saurai terminer mon propos sans évoquer les réflexions actuelles sur les sources innovantes de financement qui présentent un intérêt certain pour nos pays. Le Burkina Faso, comme beaucoup de PMA, soutient ces mécanismes de financement, notamment l'initiative française à travers les taxes sur les billets d'avion et l'engagement du Gouvernement américain en faveur de la lutte contre la pauvreté à travers le Millenium Challenge Account.

En matière de renforcement du rôle du commerce dans le développement, des stratégies développement et de promotion des filières exportables ont été élaborées et sont mises en oeuvre. Le processus d'élaboration d'un cadre intégré est en cours pour une meilleure insertion du Burkina Faso dans le système commercial multilatéral.

Mon pays est convaincu qu'une des voies de notre salut passe par une meilleure intégration des marchés à travers les échanges commerciaux équitables et le règlement de la question des subventions massives accordées aux producteurs qui affectent négativement les recettes d'exportation des PMA.

Les efforts du Burkina Faso en matière de stabilité macroéconomique ont été récompensés par son éligibilité à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale. Le montant attendu de la remise de la dette est de l'ordre de 800 milliards de FCFA.

Le partenariat est une réalité au Burkina Faso. Un cadre général d'organisation des appuis budgétaires a été mis en place et l'effort d'alignement des aides extérieures au cycle budgétaire est perceptible.

Toutefois, le défi majeur pour nous reste le recul sensible de la pauvreté. Les besoins sont bien connus. Il s'agit de renforcer davantage l'accès aux services sociaux de base, aux infrastructures économiques et aux marchés.

*Madame la Présidente,*

Au Burkina Faso, le Programme d'action de Bruxelles se met en oeuvre dans le cadre global de la **stratégie nationale** de lutte contre la pauvreté. Il prend en compte l'ensemble des objectifs internationaux de développement. Sa mise en oeuvre se fait de manière relativement satisfaisante.

En effet, le Gouvernement burkinabé a poursuivi ses efforts dans le renforcement des capacités nationales pour la prise en compte des questions de **population dans les stratégies de développement** et la création d'un environnement juridique favorable aux interventions en matière de population.

La légitimité de la gouvernance est satisfaisante. Des élections sont régulièrement tenues depuis 1992. Les dernières élections présidentielles (novembre 2005) et municipales (avril 2006) se sont déroulées dans le respect des normes internationales en la matière. **Les élections municipales marquent ainsi la communalisation intégrale du territoire** et le défi majeur à relever concerne la mise en place effective de la décentralisation.

Grâce à la mise en oeuvre du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, on observe une plus grande cohérence dans la gestion de la pauvreté dans les secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé, l'eau potable et l'assainissement. Les indicateurs de développement humain sont en nette amélioration entre 2000 et 2005.

**Madame la Présidente,**

L'examen à mi-parcours du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010, est une occasion pour les Etats membres des Nations Unies de faire une évaluation approfondie des engagements qu'ils ont pris en 2001 à Bruxelles de sortir les PMA de leur situation de précarité et de vulnérabilité.

Point n'est besoin pour moi de rappeler le contenu de ce programme. Ce qui est important, c'est d'évaluer ensemble les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre des sept engagements, et surtout de dégager les perspectives pour atteindre les résultats à l'échéance. En effet, les objectifs du programme d'action de Bruxelles sont nobles et devraient permettre une amélioration de la situation économique et sociale difficile des PMA.

Cinq ans après son adoption, le Programme d'action de Bruxelles a connu une mise oeuvre plus ou moins mitigée. Les PMA ont intensifié leurs efforts en matière de réformes politiques et économiques et les partenaires techniques et financiers ont augmenté l'aide au développement.

Cependant, les évaluations faites au niveau des régions indiquent que la majorité des populations des PMA continue de vivre dans l'extrême pauvreté. L'accroissement vertigineux du prix du pétrole et la baisse des cours des matières premières ces dernières années ont considérablement affecté la situation économique et sociale des pays non producteurs de pétrole.